

RESPONSABILITÉ ET AUTORITÉ VONT-ELLES DE PAIR ?

Les responsables de la vie politique, économique, militaire, culturelle...exercent légalement un pouvoir, ont le droit de diriger, de commander. Mais que signifie "diriger" un pays, une entreprise etc.? Commander, donner des ordres, soumettre? Ceux qui obéissent ou exécutent les ordres n'en ont-ils plus la responsabilité? Ou au contraire en sont-ils pleinement responsables par leur liberté d'acceptation ou de refus, leur capacité à assumer les tâches à accomplir?

Tout ne dépend-il pas de la nature de l'ordre donné, et de la personne qui donne cet ordre? S'agit-il d'un membre de la famille, d'un employeur, d'un agent assermenté...? L'ordre peut être brutal, ou fondé sur une règle établie, une loi à respecter, un principe moral... Si l'employé n'accepte pas d'exécuter le travail demandé par l'employeur, il devra quitter ce travail. Plus faible que le patron, l'ouvrier est obligé de se soumettre; il s'agit d'un rapport hiérarchique, fondé sur l'inégalité des personnes lors de la prise de décision. La scission du travail, compartimenté, organisée par les nazis, aboutissait à faire accomplir une tâche sans responsabilité (management des "ressources humaines" qui a inspiré les grandes sociétés internationales). Le supérieur à qui il faut obéir a-t-il plus de savoir (diplômes), de compétences (expérience, ancienneté...), d'intelligence (compréhension, faculté d'adaptation)? Ou bien son pouvoir résulte-t-il d'un choix, d'une élection par le peuple ou ses représentants?

En démocratie le peuple, souverain, se gouverne lui même car il obéit à des lois qu' il s'est lui-même données par l'intermédiaire des législateurs élus. L'autorité du Président de la République vient de son élection par la majorité des citoyens. Cette élection pourtant ne l'autorise pas à exercer un pouvoir absolu pendant le temps de son mandat car les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont séparés; la minorité, d'autre part, continue à pouvoir s'exprimer (liberté d'expression, d'association, de manifestation...). Autorité et responsabilité semblent donc partagées entre ceux qui sont au pouvoir et le peuple qui leur a donné ce pouvoir. La démocratie en ce sens se distingue de l'anarchie, qui refuse tout pouvoir établi s'exerçant sur les individus: chacun en effet est doué de raison, d'une conscience morale, et les humains peuvent donc s'organiser entr'eux dans de petites sociétés sans être soumis à une quelconque autorité hiérarchique. Difficilement réalisable historiquement, une société anarchiste reste une utopie, et une société "anarchique" est devenue synonyme de désordre. L'ordre implique donc l'exercice d'une autorité.

L'autorité va-t-elle alors de paire avec la soumission plutôt qu'avec la responsabilité des dirigés? La soumission est davantage liée à la crainte face à la force ou à la puissance des institutions, qu'au respect d'une autorité. Exemples: peur de perdre son travail face à un employeur, soumission à la police, à la justice parfois (malgré la présomption d'innocence), soumission au système ultra libéral dont on mesure pourtant les injustices. Se laisser commander peut apparaître comme une contrainte incontournable, mais aussi comme une exigence: être bien cadré, dans l'armée par ex. En l'absence de repères internes, certains souhaitent être contenus par des cadres extérieurs qu'ils acceptent (référence aux légionnaires). Peut-être y-a-t-il aussi un goût pour l'obéissance, voire la soumission, qui offrent un chemin tout tracé, permettent de "se cacher derrière les ordres".

Les méthodes de "soft management" remplacent l'autorité par une gestion "douce" fondée sur le bien être du personnel, et l'accroissement de la responsabilité de chacun; mais ces nouvelles façons de diriger visent toujours un plus grand rendement de l'entreprise et un profit accru selon le modèle du libéralisme et ne préservent pas par ex. du "burn-out" de qui veut tout donner à l'entreprise.

La richesse, liée à une certaine notion de la "réussite sociale", donne davantage de pouvoir. Accroît-elle l'autorité d'une personne sur ses concitoyens? Certes chacun a-t-il par ex. le droit de vote, mais chacun a-t-il une réelle possibilité matérielle de se présenter à une élection? Référence à "l'entonnoir électoral" faussant parfois les critères de choix légitimes d'un futur élu: honnêteté, intégrité, expérience..., au profit de "valeurs" plus contestables: réseaux, financements, médias...

La maîtrise et l'usage des nouvelles technologies accroissent l'efficacité du pouvoir. Lui assure-t-il une autorité accrue? L'utilisation des données informatiques augmente les possibilités de contrôle et de surveillance. L'usage de ces machines et objets connectés, qu'il est difficile de refuser, ne nous soumet-il pas davantage à l'autorité et au pouvoir du système ultra libéral? Certes aucun outil n'est en lui-même bon ni mauvais; tout dépend de l'usage qui en est fait et donc de la responsabilité humaine. Mais la liberté humaine n'est-elle pas menacée par la puissance du robot? Le robot reste créé et utilisé par les êtres humains, capables de refuser ou de modérer son usage. Exemple du changement de comportement de la jeune génération, refusant l'obsolescence programmée des machines et donc la logique du profit au nom des valeurs de l'écologie. La liberté et la responsabilité des citoyens contestent l'autorité d'un pouvoir dont les principes sont ébranlés. Voir aussi les "lanceurs d'alerte" souvent menacés, pourchassés, par le pouvoir.

Les méthodes autoritaires fondées sur la puissance et la manipulation n'entraînent pas nécessairement l'adhésion, mais suscitent des mouvements de résistance et de dénonciation des abus de pouvoir. Qui est responsable par ex. de la sécurité sur la voie publique? Le gendarme, auquel le citoyen doit obéir, ou le citoyen lui-même, acceptant le règlement que le gendarme est seulement chargé de faire appliquer? Lors de manifestations, le préfet est responsable d'utiliser ou non son autorité pour en garantir le bon déroulement. Dans un hôpital, qui a autorité sur des infirmières surchargées agissant dans l'urgence? N'exercent-elles pas légitimement leur responsabilité?

Chacun garde sa liberté d'initiative pour exécuter des ordres qui lui semblent justifiés et peut -voire doit - refuser ce qui lui semble injuste ou illégitime. Est-ce si facile? Un employé ne se sentant pas en sécurité dans ses conditions de travail peut exercer son droit de retrait, mais l'application concrète de ce droit s'avère parfois complexe et ses conséquences difficiles à assumer. Mal perçu, un ordre donné semblera "irresponsable" et son exécution sera problématique.

Est-il même souhaitable de se soumettre au "formatage" généré par les injonctions (souvent d'ailleurs contradictoires) de la société de consommation, par l'utilisation des réseaux sociaux toujours centrés sur le même type de questions (issues des machines), qui paraîtraient vite ridicules dans un autre contexte? Il est plus constructif de réintroduire l'esprit critique, la liberté et la responsabilité de chacun.

Le respect de l'autorité ne se fonde ni sur la manipulation, ni sur la peur (de la répression, des extrêmes...), mais sur la confiance en celui qui l'exerce et sur la légitimité de l'ordre. La désobéissance civile refuse la soumission à une autorité considérée comme illégitime parce que non conforme aux valeurs reconnues par les citoyens (exigences de justice sociale, urgence climatique...). Elle est un droit reconnu dans notre Constitution, même si les conséquences juridiques sont variables. L'exemple extrême du nazisme montre que l'obéissance aux ordres ne suffit pas à évacuer la responsabilité de celui qui les

exécute. Le citoyen ne doit donc pas obéir à une autorité, même légalement installée, s'il juge que l'exercice de son pouvoir est devenu injuste, contraire au bien commun. Le peuple étant souverain en démocratie, les institutions permettent de ne pas avoir de "chef" détenant un pouvoir absolu, mais de fonder une "vérité" sur la discussion, la négociation, le "choc des idées", et d'instaurer la collégialité.

En ce sens, l'obéissance à une autorité semble contradictoire, chacun devant exercer sa responsabilité. Selon Confucius, l'autorité du chef est fondée sur l'étude et la lecture lui ouvrant la voie à la vérité. L'égalité des droits permet à chaque citoyen d'avoir la même valeur aux yeux de la loi; mais le droit de vote par exemple, exige aussi l'instruction civique et la réflexion des citoyens, qui ne doivent pas se contenter des divertissements vendus par la société et d'informations superficielles, voire fausses.

Responsable de son vote -ou de son refus de voter- le citoyen est aussi responsable de ceux qui se présentent à l'élection et du respect de leur engagement. Pourquoi "laisse-t-on faire" lorsque l'action politique n'inspire plus la confiance? Le contrat social assure la liberté s'il est respecté de part et d'autre. D'où vient mon autorité, mon pouvoir de diriger se demande un "commandant" dans le film Star Trek. L'autoritarisme n'est pas légitime en démocratie, mais comment discerner ce qu'il est bon de faire? Comment décortiquer, pour le citoyen, la masse des informations, voire des manipulations qui l'entourent? (Exemple de l'élection de Donald Trump.)

L'exercice d'une autorité suppose que les valeurs, les critères de jugement, soient les mêmes pour le dirigeant et les dirigés, le Président et le peuple. C'est le cas par ex. aux Etats Unis selon la Constitution. La notion de "Raison d'Etat" introduite par Richelieu en France peut créer une distance entre ces deux directions. L'Allemagne et l'Angleterre conduiraient davantage une "Realpolitik", fondée sur le calcul des forces, "l'intérêt national", profitable ou non au peuple, tandis que les États Unis resteraient plus idéalistes, agissant au nom de la liberté - du moins officiellement- jusqu'à l'échec parfois (guerre du Vietnam), ou jusqu'au sacrifice pour assumer totalement la responsabilité d'une action. La responsabilité incombe au dirigeant mais aussi aux dirigés.

Référence au film "Octobre rouge" qui pose la question de l'autorité du commandant d'un sous-marin perdant peu à peu la raison. Faut-il obéir aux ordres alors qu'il ne répond plus aux autres membres de l'équipage? Le second choisit de prendre la responsabilité du commandement, pensant que le commandant était fou. Or la folie, même d'un point de vue juridique, atténuée voire fait disparaître la responsabilité puisque celui qui en est atteint ne répond plus de ses actes.

Selon l'étymologie - "respondere" en latin- être "responsable", c'est "répondre" de ses actes devant soi-même mais aussi devant les autres. La réponse à cet "appel" de l'autre légitime l'autorité d'une personne. L' "auctor", selon la pensée romaine, est celui qui soutient une chose et la développe, qui augmente la confiance et l' "auctoritas" est la force qui sert à soutenir et à accroître. Exercer une autorité n'est donc pas utiliser une méthode autoritaire, contraire à l'assentiment du peuple ou même au "sens commun", à la raison. Autorité et responsabilité vont de paire puisqu'en démocratie est admis le principe du contrôle des gouvernants par les gouvernés.